

viennent d'un prix fait avec les instituteurs, et ce prix, à quelques rares exceptions près, n'excède pas £30.

Nous avons cité comme exemples les paroisses de St. Gervais et de la Pointe-Levy et nous avons pris ces exemples dans le rapport pour l'année 1846. Le rédacteur des *Mélanges* prétend que nous aurions dû prendre pour point de départ le tableau du premier semestre de 1847. Eh bien ! soit ; prenons ce dernier tableau. Qu'en résultera-t-il ? c'est qu'au lieu de 18 écoles St. Gervais n'en aura que 12, et la Pointe Levy 10 au lieu de 13, et que dans une de ces paroisses, chaque instituteur aura £27 et dans l'autre, £36 18 2. D'après ce dernier tableau même, il est démontré que les instituteurs de ces paroisses ne sont pas suffisamment rétribués ; et c'est ce que nous avions l'intention d'établir par les exemples que nous avions choisis. Ainsi une augmentation de £9 ou de £8 16 8½, ne change rien à la vérité de notre proposition. Quant à ce que devrait produire la rétribution mensuelle, cette question ne nous regarde pas ; nous avons considéré les choses comme elles sont et non pas comme elles devraient être.

La diminution dans le nombre des écoles provient d'une toute autre cause (au moins dans notre district,) que celle que lui assigne le rédacteur des *Mélanges* ; elle est la conséquence des querelles, des procès, des difficultés de toute espèce que rencontrent les commissaires d'écoles dans la mise à exécution de la loi d'éducation.

En terminant, nous ferons remarquer aux *Mélanges* que nous nous sommes borné à regretter l'absence d'écoles normales. Que le Dr. Meilleur les ait recommandées, qu'il les ait demandées, peu importe ; il est de fait, que ces écoles n'existent pas, et ce fait nous l'avons signalé, et rien de plus. Il est vraiment singulier, pour ne pas dire plus, que dès l'instant que quelqu'un se permet des observations sur la loi d'éducation, aussitôt et journalistes et correspondants de répondre, ce n'est pas la faute du Dr. Meilleur ; il voulait ceci, il voulait cela. Eh ! qu'importe au public les volontés ou les desirs du Dr. Meilleur ; il ne s'agit pas de ce monsieur ; on discute la loi d'éducation qui, de l'aveu de tout le monde, offre un large champ à la discussion. C'est de la part de ces amis maladroits faire un pauvre compliment au Surintendant de l'éducation que de voir dans la moindre remarque sur l'instruction publique, une attaque dirigée contre lui. Nous sommes portés à croire que par fois, à la vue de ce zèle outré, le Dr. Meilleur doit s'écrier : *Délivrez-moi de mes amis je me charge de mes ennemis.*

Nous avons reçu le premier numéro de la 3e année de l'*Album Littéraire*, édité par M. Letourneux. L'éditeur a fait une amélioration commode dans le format de cette intéressante publication en le réduisant de l'in 4o. à l'in 8vo. Cette amélioration, nous n'en doutons pas, sera favorablement accueillie par les nombreux lecteurs, et surtout par les lectrices de l'*Album*. Ce numéro, comme ceux qui l'ont précédé, se recommande par la beauté de l'exécution typographique. Le choix des articles

est excellent et d'un intérêt varié. Une jolie chansonnette accompagne cette livraison. Nous regrettons que l'*Album* contienne si peu d'articles sortis de plumes canadiennes. Un journal anglais dans le genre de l'*Album*, le *Literary Garland*, imprimé aussi Montréal, se distingue particulièrement par d'excellents morceaux de littérature canadienne anglaise. Pourquoi les Canadiens-Français instruits, et le nombre en est considérable, ne contribuent-ils pas par leurs écrits au succès d'un seul journal littéraire publié dans leur langue en Canada ? Les talents, les sujets ne manquent pas ; mais disons-le, l'apathie, l'indifférence seules, empêchent notre jeunesse instruite d'entrer dans la lice littéraire avec les écrivains d'une autre origine. Cependant, de tous les moyens de travailler au bonheur de son pays, un des plus efficaces, est de contribuer par ses écrits à familiariser parmi ses concitoyens, les connaissances utiles, les principes de vertu revêtus des ornements littéraires approuvés par la saine morale. Celui qui répand dans son pays le goût des sciences et des arts, qui rend familières à ses compatriotes les connaissances usuelles, qui par ses écrits les instruit de leurs devoirs comme hommes et comme citoyens, celui-là, disons-nous, est vraiment le bienfaiteur de sa patrie.

**PAPILLONS D'HIVER.**— Les journaux d'Halifax et ceux de Montréal mentionnent le fait inouï jusqu'à présent de papillons voltigeant en pleine campagne au milieu de janvier. Nous avons à noter pour Québec la même singularité. Un jeune monsieur de notre ville a en sa possession un papillon vivant qu'il a pris le 31 janvier sur le chemin de Ste. Foy. Les sauvages qui ont prédit et les castors qui ont prévu qu'il n'y aurait pas d'hiver, ont eu raison jusqu'à présent.—(*Canadien*.)

**LE CHLOROFORME.**— Le *Canadien* nous apprend que ce nouvel agent a été employé à Québec pour la première fois par les docteurs Douglass et Sewell, dans un cas d'amputation des deux jambes d'un matelot français. L'opération n'a duré que 5 à 6 minutes, et pendant sa durée, le patient dans un état de somnolence, n'a manifesté d'autres signes de souffrance qu'une altération dans la respiration.

Nous voyons par l'*Echo de la Presse*, qu'il s'est tenu au village de Montmagny, paroisse de St. Thomas, une assemblée publique aux fins d'aviser aux moyens les plus propres à obtenir la construction d'une cour de justice et d'une prison. Un comité de 20 membres a été nommé pour préparer des résolutions qui seront soumises à une assemblée publique qui a dû se tenir le six du courant, à St. Thomas.

R. MAC DONALD, *éc.*, a remplacé feu l'honorable J. Neilson, comme rédacteur de la *Gazette de Québec*. Cette nouvelle, nous n'en doutons pas, sera reçue avec satisfaction par les nombreux amis de ce monsieur.

Nous accusons la réception du 2d. No. du *Journal d'Agriculture*, c'est avec satis-

faction que nous apprenons que cette entreprise vraiment patriotique reçoit les encouragements qu'elle mérite.

Le *Morning Chronicle* de Londres, du 9 janvier, contient une lettre du duc de Wellington, dans laquelle le noble correspondant insiste sur la nécessité de former en corps et de discipliner la milice des trois royaumes. Le duc de Wellington paraît craindre pour l'Angleterre, malgré l'espérance cordiale, une invasion assez prochaine de la part des Français. Cette invasion dont parle le duc de Wellington, a fourni au *Charivari* Anglais, *Punch*, le sujet de diverses caricatures.

Nous apprenons que le Gouverneur-Général a reçu d'Angleterre une dépêche annonçant qu'un nouvel arrangement postal qui commencera le 1er. avril prochain, a eu lieu entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

**FUNERAILLE DE L'HONORABLE JOHN NEILSON.**— Ce matin à neuf heures les restes mortels du doyen de la presse canadienne ont été conduits à leur dernière demeure par le cortège funéraire le plus nombreux et le plus respectable qu'on ait vu peut-être à Québec. Toutes les classes de la population, toutes les origines, toutes les nuances politiques y figuraient sans distinction. A l'église St. André où le corps a été quelques instants avant de le transporter à Valcartier, le révérend Docteur Cook prononça une touchante oraison funèbre du vénérable défunt, et la prière voulue par le rite écossais auquel il appartenait.

Tous les magasins situés sur le passage du convoi étaient fermés en signe de deuil et de respect.—(*Canadien* du 4 février.)

#### Revue Politique de la Semaine

**ETATS-UNIS.**— Le correspondant de Washington du *Boston Atlas*, dit que le projet de traité de paix avec le Mexique envoyé par M. Trist, a été rejeté et que M. Trist sera puni par une amende de \$5000 et deux années de prison, comme récompense des troubles qu'il a éprouvés pour effectuer des arrangements pacifiques avec le Mexique.

Le *Courrier des Etats-Unis*, annonce que la république de Yucatan a envoyé des commissaires à Washington pour demander l'annexion de cette république à l'union américaine.

**NOUVELLE-ECOSSE.**— Le parlement de cette province a été ouvert le 24 de janvier. M. Young, libéral a été élu orateur de la chambre d'assemblée. Un vote de non-confiance sur l'adresse en réponse au discours d'ouverture, a été passé contre le ministère par une majorité de 7 voix, après trois jours de débats. En conséquence, le procureur-général et le solliciteur-général ont déclaré qu'ils allaient résigner.

**NOUVEAU-BRUNSWICK.**— La législature est en session et s'occupe des importantes mesures sur lesquelles le gouverneur de cette province a appelé l'attention du parlement.